

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 6 mai 2026

Nos réf. : SAU/JH/MT n° 26 - 206

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC ÉOLIEN DES PUYATS

Route D7 - Chemin de Plancy - 10700 CHAMPFLEURY

Code AIOT : 0003013282

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 avril 2026 dans l'établissement PARC ÉOLIEN DES PUYATS implanté Route D7 - Chemin de Plancy - 10700 CHAMPFLEURY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Afin de limiter l'impact du présent parc éolien sur l'avifaune et les populations de chiroptères, des mesures ont été prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2025273-0004 du 30 septembre 2025.

La présente visite a eu donc pour but de vérifier la mise en place de ces mesures et le respect des prescriptions de l'APC susmentionné.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC ÉOLIEN DES PUYATS
- Route D7 - Chemin de Plancy - 10700 CHAMPFLEURY
- Code AIOT : 0003013282
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le PARC ÉOLIEN DES PUYATS est composé de 8 éoliennes, numérotées E1 à E8, de 3,96MW de puissance unitaire et de 165m en bout de pale et de deux poste de livraison.

Ce parc éolien, autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, a été mis en service le 15 novembre 2021.

Lors de la présente visite, l'inspection des installations classées s'est rendue sur les machine E1 et E3.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Actions concernant la préservation des chiroptères	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 2	Sans objet
2	Actions concernant la préservation de l'avifaune	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.1-I	Sans objet
3	Actions concernant la préservation de l'avifaune	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.1-II	Sans objet
4	Actions concernant la préservation de l'avifaune	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.2	Sans objet
5	Actions concernant la préservation de l'avifaune	AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la présente visite n'ont pas mis en avant de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Actions concernant la préservation des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 2
Thème(s) : Autre, Bridage en faveur des chiroptères
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter l'impact du parc éolien des Puyats sur les chiroptères, l'exploitant met en œuvre une mesure d'arrêt temporaire des éoliennes, applicable à l'ensemble des machines du parc, dès lors que l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :</p> <ul style="list-style-type: none">• du 1^{er} mai au 30 juin :<ul style="list-style-type: none">◦ température ambiante supérieure à 13 °C,◦ vitesse du vent inférieure ou égale à 4,5 m/s ;• Entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre :<ul style="list-style-type: none">◦ température ambiante supérieure à 13 °C,◦ vitesse du vent inférieure ou égale à 6 m/s ;• Entre le 1^{er} octobre et le 31 octobre :<ul style="list-style-type: none">◦ température ambiante supérieure à 13 °C,◦ vitesse du vent inférieure ou égale à 4,5 m/s ;• Plage horaire : de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil. <p>L'exploitant tient à disposition les données d'activation de la mesure (température, vitesse du vent, horaires d'arrêt et de reprise de production) et les transmet sur demande à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre le dispositif de bridage prévu par la présente prescription.</p> <p>Il dispose d'une plateforme opérationnelle permettant le suivi de l'exécution dudit bridage, laquelle a été présentée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, des justificatifs de paramétrage du bridage pour l'ensemble des machines et pour les trois périodes définies ont été transmis par courriel en date du 30 avril 2026.</p> <p>Par sondage, l'inspection a procédé à la vérification de la mise en œuvre du bridage pour le mois d'octobre 2025, l'exploitant ayant communiqué un extrait du registre des arrêts machines ainsi que des données de production électrique.</p> <p>La confrontation de ces éléments permet de confirmer la mise en œuvre effective du bridage, conformément à la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Actions concernant la préservation de l'avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.1-I
Thème(s) : Autre, Zone de quiétudes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un objectif de préservation et de gestion favorable de l'avifaune locale, et notamment des espèces sensibles telles que le Faucon crécerelle et les Busards, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :</p> <p><u>I. Mise en place de zones de quiétude :</u></p> <p>L'exploitant aménage des zones de quiétude destinées à constituer des secteurs attractifs (chasse, nidification), localisées à une distance minimale de 1 000 mètres des éoliennes, afin d'attirer les rapaces à l'écart des zones à risque de collision.</p> <p>Ces zones devront être définies dans un plan de gestion spécifique, précisant l'implantation, la superficie, les modalités de gestion et les objectifs écologiques. Ce plan de gestion devra être transmis au préfet dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 26 mars 2026, l'exploitant a transmis un plan de gestion de zones de quiétudes conformément au présent article.</p> <p>L'inspection des installations classées s'est rendue sur les parcelles prévues par le plan de gestion et a pu constater qu'elles sont bien situées à plus de 1 000m des éoliennes.</p> <p>Les caractéristiques des zones de quiétudes prévues sont conformes et n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Cette mesure sera mise en place au cours de l'année 2026 et fera l'objet d'un suivi comme prévu par le présent arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Actions concernant la préservation de l'avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.1-II
Thème(s) : Autre, Installation de perchoirs fixes et limitation de l'attractivité aux abords
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un objectif de préservation et de gestion favorable de l'avifaune locale, et notamment des espèces sensibles telles que le Faucon crécerelle et les Busards, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes :</p> <p>[...]</p> <p><u>II. Installation de perchoirs fixes et limitation de l'attractivité aux abords des aérogénérateurs :</u></p> <p>L'exploitant implante des perchoirs fixes en périphérie du parc éolien, à destination des espèces ciblées (Faucon crécerelle et Busards). Ces dispositifs devront être situés hors des zones de danger immédiat (à une distance suffisante des éoliennes) et adaptés à la morphologie et au comportement des espèces visées.</p> <p>Un descriptif détaillé des localisations, caractéristiques techniques, matériaux utilisés et modalités d'entretien des perchoirs sera joint au plan de gestion des zones de quiétude mentionné ci-dessus. L'exploitant équipe également le balisage de milieu de tour et les panneaux avec des pics anti-pigeons pour limiter l'attractivité aux abords des éoliennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, il a été constaté la présence de dispositifs anti-perchoir (pics à pigeons) installés sur les panneaux ainsi que sur le balisage en milieu de tour, conformément à la prescription contrôlée.</p> <p>Concernant les perchoirs, compte tenu de la proximité des parcelles identifiées dans le plan de gestion (cf. constat précédent) avec la forêt domaniale de la Perthe, leur mise en place n'a pas été retenue.</p> <p>Cette conclusion de l'exploitant s'appuie sur un cahier technique de la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), indiquant que l'installation de perchoirs n'est pas nécessaire à proximité d'un massif boisé présentant un intérêt pour l'avifaune.</p> <p>Cela n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions concernant la préservation de l'avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.2
Thème(s) : Autre, Actions concernant le Milan Royal
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise un suivi environnemental composé de 11 sorties entre le 1er février et le 15 avril 2026 afin de caractériser le comportement du Milan Royal en période de migration pré-nuptiale. Un rapport de suivi présentant les résultats et, le cas échéant, des propositions de mesures correctives ou d'ajustements, sera transmis à l'autorité administrative compétente. Ces sorties sont réalisées par un écologue en capacité d'observer l'ensemble des machines et de déclencher, sans délai, la mise en œuvre de mesures de réductions en cas de comportement à risque impliquant au moins un individu. Le cas échéant, l'exploitant informe l'autorité administrative compétente des mesures prises sous un délai de 48h.
Constats : L'exploitant a indiqué avoir mis en œuvre le suivi prévu, lequel n'a pas mis en évidence de cas de mortalité. Par courriel en date du 30 avril 2026, l'exploitant a transmis le devis établi par le bureau d'études en charge du suivi, attestant de la réalisation de cette prestation. Toutefois, le rapport de suivi n'a pas été transmis à ce stade.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Actions concernant la préservation de l'avifaune

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/09/2025, article 3.3
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental de mortalité de l'avifaune
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi de la mortalité avifaunistique, en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ce suivi est réalisé selon 39 passages répartis entre les semaines 6 et 45 en 2026, afin de couvrir les périodes de migration. Un rapport de suivi présentant les résultats et, le cas échéant, des propositions de mesures correctives ou d'ajustements, sera transmis à l'autorité administrative compétente.
Constats : De même, un devis a été transmis par courriel du 30 avril 2026, attestant de la mise en œuvre du suivi conformément aux dispositions du présent article. Ce suivi est actuellement en cours de réalisation. Les éléments de restitution seront transmis à l'inspection des installations classées à l'issue de celui-ci.
Type de suites proposées : Sans suite